

RETRO 93 EN VENTE

Le «Soleil» a le plaisir d'annoncer à ses lecteurs la parution aujourd'hui de son cahier spécial «RETRO 93». Sur 12 pages vendues séparément au prix de 100 F, le quotidien national ouvre en guise de souvenir l'album de l'année écoulée.

AU MENU : Les événements marquants que nous venons de vivre sur le plan de l'économie, de la politique, du sport, des faits de société, de l'actualité internationale et aussi une pensée pour tous nos disparus.

LUNDI 3
JANVIER 1994

150 F CFA • 24^e ANNÉE • N°7075

FRANCE 8 FF • CÔTE D'IVOIRE 250 F CFA

GABON 350 F CFA • CAMEROUN 300 F

CFA • GUINÉE / TOGO / BURKINA FASO •

MALI 250 F CFA • ISSN 0850/0703

le soleil

Abdou Diouf à la Nation PREMICES D'UN PACTE NATIONAL



L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

Sénégalaises, Sénégalais,
Mes chers compatriotes,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

COMME nous y invite ce moment de réflexion que constitue la fin d'une année, regardons le monde qui nous entoure, ce monde si étroitement interdépendant et qui est aujourd'hui confronté à une véritable crise de civilisation.

Dans ce monde qui vacille sur des bases ébranlées par la récession et le chômage, l'on s'interroge partout sur de nouvelles manières de construire des modèles d'organisation qui puissent permettre, au sein des entreprises comme dans la société, de sauvegarder ce que l'on disait être des acquis sociaux définitifs.

Aujourd'hui, ces acquis sont soumis, dans les pays riches également, à des révisions qui apparaissent comme la condition même de leur sauvegarde.

C'est dans ce contexte, que le plan économique d'urgence a été discuté et approuvé par notre Assemblée nationale.

En l'élaborant, nous avions à l'esprit la gravité de la situation économique et financière du Sénégal, singulièrement l'état de nos finances publiques.

Suite en page 7

S'adressant, vendredi soir, à la Nation à l'occasion du nouvel an, le président de la République, M. Abdou Diouf, a longuement parlé du plan économique d'urgence qui, à ses yeux, constitue un véritable schéma de sortie de crise. De l'action du gouvernement qui regroupe plusieurs partis, du dialogue noué avec les formations politiques et les syndicats, des débats d'une Assemblée nationale plus roussepeuse, le chef de l'Etat perçoit les prémices d'un véritable pacte national. Puisqu'il faut bien se parler, se concerter et agir ensemble pour préserver ce qui nous réunit : le Sénégal.

PAGES 7-10

BAISSE SUR LES PRIX

Conformément à la décision du chef de l'Etat de prendre des mesures d'accompagnement au plan d'urgence pour aider les consommateurs, les prix des biens et services, énumérés ci-dessous connaissent, à compter du 03 janvier 1994, une baisse fixée comme suit :

1°) LOYERS

SICAP

- Loyers inférieurs à 25.000 : 15%

- Loyers compris entre 25.000 et 100.000 F :

7% - Loyers supérieurs à 100.000 : 5%

SNHLM

- Tous loyers : 6%

2°) CIMENT

- 6% sur le prix de la tonne.

3°) ELECTRICITE

- 5% sur le prix du kilowatt/heure de la basse tension

4°) TELEPHONE

- Taxe de raccordement : 10%

- Taxe de rétablissement : 50%

- Frais d'entretien : 10%

5°) SAVON DE MENAGE

- 8,5% sur le prix du morceau ou de la barre soit :

- 200 grammes de 75 à 68 F

- 500 grammes de 160 à 146 F

- 750 grammes de 232,5 F à 228 F

6°) CAFE SOLUBLE

- 100 francs sur le prix de la boîte grand modèle

- 7°) PRETS DE L'ETAT PORTANT APPORT AU LOGEMENT

Réduction des échéances mensuelles par un allongement de la durée d'amortissement de 40 à 45 mois.

EDITORIAL L'ère des ruptures

ALLEGRIQUE à tout ce qui est monotonie, le président Abdou Diouf innove toujours. Comme s'il cherchait à mieux frapper les esprits, à stimuler davantage l'éveil des consciences. La singulière démarche a pu être notée encore à l'occasion du traditionnel message à la Nation. Une occasion qui, même si elle ne se départit jamais de sa grave solennité, a pu offrir au chef de l'Etat l'excellent alibi d'illustrer une nouvelle facette de sa franchise, de son parler vrai, et aussi, de donner toute la mesure de sa grande maîtrise de la gestion des affaires de l'Etat, comme des questionnements sur la marche du monde.

Quelques minutes seulement auront suffi au guide, doublé du pédagogue, pour camper, expliquer et baliser l'état du Sénégal, c'est-à-dire notre situation et celle du monde qui nous entoure, dans tous les domaines.

Sous cet éclairage, le président Abdou Diouf a jeté son regard de visionnaire sur toutes les zones d'ombre, il a surtout rassuré en indiquant les bons choix et en montrant la voie du salut.

Conscient de notre dépositaire ni de science infuse, ni du monopole de la vérité, convaincu d'être à la tête d'un peuple dont le génie créateur et imaginatif est largement reconnu, le chef de l'Etat nous a

d'abord invité à une vaste réflexion commune à haute voix avant de dévoiler sous nos yeux le tableau réel du Sénégal et du monde.

Crise de civilisation, a-t-il dit ? Oui ! Et n'ayons plus peur des mots. Tout le monde sait en effet que nous vivons actuellement une époque de rupture, voire de

fracture qui, après avoir enterré tout un mode de vie, a décidé d'enfanter une nouvelle culture de comportement, une nouvelle manière d'être et de faire.

Notre époque est bien celle d'une difficile gestation, d'une naissance douloureuse. Les caractéristiques les plus visibles de notre temps sont l'effacement des repères traditionnels, les révisions déchirantes à opérer absolument et immédiatement, sur tant de certitudes que l'on croyait à jamais acquises.

Le bouleversement mondial, pareil à la houle, n'épargne ni paquebot, ni barque, à plus forte raison notre si frêle esquif Sénégal.

La fin de la bipolarisation du monde impose une nouvelle ère ; nous disons, un changement d'époque. Les soubresauts engendrés ici et là et dont les ondes de choc émisses ont été ressenties à l'échelle de la planète, et nous particulièrement, de la Zone Sud et de la galaxie du Tiers-Monde, en restons profondément secoués.

Suite en page 8

De grâce épargnez Serigne Abdou

• Par Alioune DRAMÉ

Encore une de plus ! Décidément, en matière de mort annoncée et de décès programmés, Serigne Abdou Aziz Sy, le Khalife général des Tidjanes n'en est pas à son baptême du feu.

Le phénomène, du reste fort déplorable, est cyclique. Fortement enrobée de mystère, la rumeur qu'il, je ne sais où puis s'entend avant de s'amplifier et de se répandre partout au Sénégal.

L'opinion prise, à chaque fois, de court, tombe dans le panneau de l'intoxication. Désarmée, désabusée, déboussolée, elle se perd alors en coups de téléphone, en questions angoissées dans les transports en commun, dans les marchés, dans les grandes places et même dans les lieux de culte.

Bien sûr, pas de réponses satisfaisantes et l'événement ne fait que gagner en intensité émotionnelle.

A chaque fois que pareille parenthèse a été ouverte, nous avons fait l'impasse ; mais il faut reconnaître qu'il est impossible de rester éternellement muet sur ce travers sordide de quelques gens en mal de calamités et dont l'entreprise, en définitive, devient simplement ignominieuse.

De grâce, épargnez le Saint Homme de Diackao !

C'est sûr que lui n'écoute point ce genre de diversion de très bas étage.

Serigne Abdou Aziz Sy Dabakh évolue dans des sphères qui ne sont pas les nôtres et il constitue aussi un des remparts les plus solides de la « citadelle Sénégal ».

De grâce, retournons à Dieu comme il ne se lasse pas de nous le demander, et dans notre intérêt certain.

Sachons que chacun aura son jour. Ne précipitons donc pas celui de l'autre. Une fois pour toutes, soyons convaincus que seul Dieu, le Créateur, est également l'unique Décideur de notre destin.

Lire en page 6 le compte-rendu de la ziarra de Tivaouane, hier présidée par le Khalife, en personne.

J'INVITE A UN DIALOGUE SOCIAL DE DEPASSEMENT



A l'occasion du nouvel an, le président de la République s'est adressé à la nation, le vendredi 31 décembre au soir. Dans son message, le chef de l'Etat a longuement parlé du plan économique d'urgence. Pour le président Abdou Diouf, ce plan «est un véritable schéma de sortie de crise dont l'application permettrait d'accroître les chances de notre pays de mieux faire face aux convulsions du système économique mondial et d'avoir la maîtrise de son destin».

Face à la crise économique mondiale et ses rigueurs, le président Abdou Diouf invite à «un dialogue social de dépassement et de générosité».

Lire aussi nos commentaires dans les pages suivantes.

• Suite de de la Page 1

Cet état pouvait se résumer en trois chiffres-reports :

- 72,5 milliards de francs CFA d'arriérés de paiement au 31 décembre 1992, soit l'équivalent du budget de fonctionnement hors personnel et hors transferts ;

- 138 milliards de masse salariale projetée au 31 décembre 1993, soit l'équivalent de 55 % des recettes totales et 60 % des recettes fiscales ;

- 116 milliards de francs CFA de déficit projeté au 31 décembre 1993.

Deux années sans programme financier assuré par la Communauté internationale expliquent, en partie, l'amplification de cette tendance. Mais plus fondamentalement elle s'explique dans une large mesure par le fait qu'après plusieurs années d'ajustement économique et financier sanctionnées par des progrès notables au plan économique, nous avons dû consentir des détections sur le front social en surchauffe, en 1988 puis en 1990 ; elles se sont notamment traduites par la baisse de prix de denrées de première nécessité et l'annulation d'impôts nouveaux destinés à consolider la base fiscale. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu respecter l'échéance initiale de viabilité financière prévue en

1992.

Il s'y ajoute que 1993 a été une année électorale, avec les charges financières extraordinaires que l'on sait et, comme corollaire à l'effervescence politique, un ralentissement notable des activités économiques.

Pour enrayer cette tendance, il fallait, en année pleine, et à partir d'un niveau de déficit financier par l'extérieur, mobiliser 90 milliards de francs CFA de gains et d'économies sur les opérations de l'Etat.

En d'autres termes, il fallait élargir l'assiette de la fiscalité de porte comme de la fiscalité interne, taxer la consommation, solliciter à titre temporaire les revenus privés, salariés et non salariés et recourir à un emprunt non permanent concernant pour l'essentiel les monopoles.

Il fallait également comprimer les dépenses de matériel et s'attaquer au problème structurel de la masse salariale par une baisse du salaire nominal ou le licenciement de près d'un cinquième des effectifs.

Voilà les contraintes qui ont conduit à la loi de finances rectificative du 24 août 1993. Cet acte traduit le désir du gouvernement, qui l'a présenté, et du parlement, qui l'a adopté, de mettre en

œuvre le meilleur plan possible, dans le cadre de l'option pour un ajustement interne renforcé : un plan conçu par nous-mêmes, pertinent et crédible ; ce n'est pas pour rien que d'autres pays frères commencent à s'en inspirer.

Solutions alternatives

J'ai dit option parce qu'il y avait des solutions plus commodes à bien des égards. Je les ai d'emblée écartées, en privilégiant les solutions alternatives les moins douloureuses pour notre pays et notre peuple.

Je sais que le plan implique de la part de nous tous beaucoup d'efforts et de sacrifices, dans un contexte déjà très difficile. Vous devinez bien que je n'ai jamais envisagé cette perspective avec détachement. Au contraire, pour le président de tous les Sénégalais, sollicité à longueur de journée, plus que tout autre, pour secourir des sinistrés et des indigents, sauver des malades désespérés, soutenir des foyers au bord de l'écroulement ou aider des jeunes à trouver un emploi, la décision n'a pas été sans douleur ni conscience malheureuse.

En revanche, le plan m'est apparu comme un véritable schéma de sortie de crise dont l'application permettrait d'accroître les chances de notre pays de mieux faire face aux convulsions du système économique mondial et d'avoir la maîtrise de son destin.

C'est qu'il prend en compte les enjeux majeurs du moment ainsi que les périls que l'absence de mesures pertinentes d'ajustement interne renforcé ferait courir à notre pays, au moment où la coopération internationale, dont aucun pays ne peut se passer, est peut-être en train de changer d'esprit.

En ma qualité de président de la République, chargé de définir les grands choix de la nation grâce à votre confiance, je ne peux ignorer ce changement. Et puis, je ne souhaite pas, quelles que soient les difficultés, engager l'économie de notre pays dans une voie sans issue, ni vous proposer un choix qui finirait par placer les Sénégalais, loin derrière les autres peuples africains.

L'histoire ne nous pardonnerait pas d'avoir sacrifié la dignité des prochaines générations pour préserver nos propres intérêts, au demeurant fragiles.

C'est pourquoi j'ai décidé de maintenir le plan tel qu'il a été voté et promu en conformité avec la Constitution. Les mesures y contenues visent à réunir, au terme de sacrifices raisonnables sur une période limitée, les conditions d'une croissance économique saine et soutenue, prélude au développement de notre pays, à l'écart des solutions hasardeuses ou inutilement coûteuses.

Je veux ainsi, rester fidèle au mandat que vous m'avez confié et qui, faisant de moi le guide temporel de notre peuple, m'impose une certaine anticipation pour nous éviter les écueils dressés sur le chemin forcément sinueux qui mène au développement.

Bien sûr, je reste ouvert au dialogue, avec comme seul objectif de trouver les solutions les meilleures pour notre peuple. C'est ainsi qu'avec les opérateurs économiques, le gouvernement vient de conclure des concertations autour de leurs problèmes rencontrés avant et après l'adoption du plan d'urgence.

La discussion s'est déroulée dans un climat serein et des décisions fécondes en ont résulté. C'est là un bon augure pour les Etats généraux de l'économie dont j'ai demandé au Premier ministre de mettre en place le comité préparatoire, avant la fin du mois de janvier

1994. Dans le même esprit, pour atténuer les conséquences du plan sur le pouvoir d'achat des travailleurs, j'ai approuvé, comme mesures d'accompagnement, une baisse du prix de certains produits sensibles. Le Premier ministre précisera la liste des produits et le taux de la baisse. Enfin, je confirme que, comme promis, la transparence sera totale dans l'application des mesures contenues dans le plan d'urgence ou prises après l'adoption de ce document. A cet effet, le comité de suivi sera mis en place et bénéficiera de tout mon appui pour accomplir pleinement sa mission.

Patriotes sincères

Mes chers compatriotes, pour que tout cela réponde à notre attente, j'ai besoin d'avoir à mes côtés, en plus des amis de notre pays, tous les patriotes sincères. Je tends une main fraternelle à vous tous, par delà les frontières de nos sensibilités, pour que le pays se remette au travail.

En effet, les nécessaires et inévitables ajustements ne doivent pas nous faire perdre de vue les chantiers d'avenir qui leur donnent sens, et dans lesquels nous devons investir toute notre intelligence et toute notre détermination, avec notre jeunesse et pour elle.

De ces chantiers je voudrais retenir la politique de régionalisation que nous allons mettre en œuvre et la bataille pour l'emploi dont j'ai fait la priorité absolue de ce septennat.

Je reste persuadé que l'approfondissement continu de notre démocratie, qui est une part essentielle de la mission que vous m'avez confiée, passe par une décentralisation hardie ; c'est avec une détermination réfléchie que ce projet est en train d'être conduit.

Du même mouvement, nous travaillons à traduire dans l'œuvre d'intégration régionale, les convictions panafricainistes qui sont les nôtres et qui constituent un idéal où notre jeunesse trouve, chaque jour, à investir sa générosité.

Il s'agit, dans ce double mouvement de régionalisation et d'intégration, de créer à terme de grands ensembles articulés où la nécessaire part de supranationalité restera en cohérence avec les identités régionales.

En ce qui concerne la bataille pour l'emploi, je voudrais redire ma ferme conviction que créer 20.000 emplois chaque année, dans ce septennat, est un défi que nous allons relever.

Parce que nous allons relever ensemble le défi de la formation et celui de l'imagination créatrice.

Ainsi, les conclusions de la concertation nationale sur l'Enseignement supérieur, les recommandations pratiques issues du récent séminaire sur l'Enseignement technique et la Formation professionnelle, l'organisation, il y a peu, de la première édition de ce qui sera une Biennale des Sciences et des Technologies, sont autant d'événements qu'il faut penser ensemble comme la promesse d'un avenir qu'il nous appartient de construire.

Paix en Casamance

Mais comment ne pas mentionner, également, les effets attendus de notre politique de modernisation en termes de fluidité et de transparence dans le fonctionnement de l'administration et des entreprises, les promesses de l'Après-Barrages, du Canal du Cayor et de la réinjection des vallées mortes ainsi que les perspectives qui viennent d'être ouvertes pour la paix en Casamance.

Pour ce qui est de cette paix, notre souci permanent est de l'instaurer de manière définitive se trouve renforcé par le témoignage de la France que les responsables du MFDC et le gouverne-

ment avaient ensemble et d'un commun accord sollicité.

Je remercie très chaleureusement tous ceux qui ont permis de franchir cette étape importante. Je tiens aussi à affirmer mon engagement le plus ferme à ne ménager aucun effort pour qu'effectivement ce soit là le tournant décisif qui conduit au retour de la paix dans la belle région de Casamance, dans l'intérêt de ses braves populations et de notre peuple tout entier.

Sénégalaises, Sénégalais,

Mes chers compatriotes,

Le traditionnel message de fin d'année m'offre toujours l'occasion de rendre à nos Forces armées l'hommage de la nation que méritent les vertus qu'elles incarnent. Je le fais aujourd'hui en étant particulièrement heureux que l'Assemblée nationale, il y a quelques jours, au-delà de la diversité des partis qui y sont représentés, ait salué le sens de l'honneur, du dévouement et du sacrifice que nos soldats mettent au service de la paix, au Sénégal comme ailleurs dans le monde.

Je redis à nos soldats et à leurs chefs, toute ma satisfaction et leur renouvellement de confiance.

Nos Armées étant l'incarnation et le symbole de la nation, ces sentiments s'adressent aussi à chacune et à chacun d'entre vous. Mais je veux, au surplus, saluer le comportement qui a été le vôtre tout au long de l'année, mis à part les dérapages que vous savez. En évoquant un tel comportement, je pense naturellement aux élections de février et de mai.

Je souhaite que nous le maintenions et vous invite, ainsi que je l'ai toujours fait, à ce qu'exigent de nous la crise économique mondiale et ses rigueurs : un dialogue social de dépassement et de générosité.

Nous avons commencé de parcourir ce chemin, avec un gouvernement regroupant différents partis qui ont décidé de mettre leurs différences et leurs propres visions des choses, au service de l'œuvre quotidienne de développement de notre pays.

Je n'oublie pas ce que je fais à l'Assemblée nationale ni le soutien de d'autres partis apporté à l'action du gouvernement ni les concertations avec les syndicats et les opérateurs économiques.

Nous avons là les prémices d'un véritable pacte national qui a eu, sous d'autres cieux, des effets bénéfiques sur la relance économique et dont l'élaboration pourrait être - pourquoi pas ? - l'une des recommandations des Etats généraux de l'économie.

Pour ma part, je reste ouvert à tout ce qui peut, dans la clarté et le respect mutuel, rassembler davantage les fils et les fils de ce pays.

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes,

Il ne me reste plus qu'à formuler des souhaits.

Le Sénégal étant à un tournant de son histoire, je voudrais former d'abord le vœu que toute difficulté qui vienne à se manifester trouve un peuple solidaire et qui fait face, pour l'avancer.

Je voudrais, ensuite, offrir à chacune et à chacun d'entre vous des vœux ardents de bonne santé, de bonheur et de prospérité.

Des vœux que j'adresse aussi à tous ceux que vous aimez.

Que Dieu garde notre cher Sénégal !

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Dévenant Le lire et les intertitres sont de la rédaction.